Déclaration liminaire – CAP des PCEA des 25 et 26 novembre 2014.

Les PCEA qui avaient exprimé leur exaspération voilà trois ans, leur impatience voilà deux ans, leur aversion vis à vis de l'emploi du terme « avenir » l'an dernier veulent vous dire aujourd'hui que, bien qu'ayant été en partie entendus sur la formation initiale et la répartition des postes du concours réservé 2015 (58 postes PCEA et 57 PLPA), le sort fait aux enseignants de notre Ministère est loin d'être à la hauteur des attentes liées au discours sur la priorité donnée à l'éducation.

1 : Déprécarisation : Toujours des conditions précaires pour nombre de stagiaires PCEA!

La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique ne répond que partiellement à ses objectifs du fait du périmètre retenu (exclusion des agents en postes dans les CFA et CFPPA) et des contraintes imposées aux postulants.

Comme l'année dernière, nous sommes contraints de déplorer des manques sur :

- La préparation du concours : des conditions de formations hétérogènes.
- Le concours : des attentes diverses en fonction des jurys.
- Les affectations : des lieux de stage très éloignés du domicile pour certains lauréats.
- La formation à l' ENFA : des disparités dans le travail à fournir selon les disciplines.
- Les établissements d'affectation : des conditions d'accueil très limite à certains endroits, des emplois du temps surchargés pour beaucoup et un non remplacement encore important.

Les élus paritaires ne peuvent que regretter ici la gestion de ce dossier à tous les niveaux : nos collègues qui pensaient avoir fait le plus dur en réussissant le concours vivent une année de stage difficile et très souvent des conditions de précarité plus grandes qu'auparavant !

Nous demandons pour 2015 (comme en 2014) que :

- La majorité des postes enseignants soient réservés pour le corps des PCEA.
- Une amélioration dans la préparation des concours.
- Une expertise fine des postes parus sur la note de service du 2 mai 2014 en vue de leur transformation en poste plein (notamment les postes dont la quotité de travail est de 70%). Plus il y aura de postes vacants, plus le mouvement des titulaires sera facilité et plus il y aura de possibilités pour les reçus-concours.
- Une plus grande fermeté de la DGER sur les conditions de stage dans les établissements. (des cours dans sa discipline et en cycle long pour les certifiés, pas de cours le lundi pour les stagiaires externes, pas de responsabilité de professeur principal, limitation des heures supplémentaires...)
- Une prise en charge rapide des frais (concours, formations...).
- Le remplacement des collègues pendant les périodes de formation à l'ENFA.

2 : Un attentisme coupable du MAAF sur de nombreux dossiers qui met à mal la parité avec l'Éducation Nationale.

Agrégation : rien depuis 2010 !

La note de service DGER/SDEC/N 2010-2022 du 23 février 2010 où la DGER affirmait son attachement à la présence des professeurs agrégés dans l'EAP est restée lettre morte. La DGER n'a effectué aucune démarche pour faire avancer ce dossier qui pour nous, est emblématique. On ne peut pas vouloir un enseignement de qualité et rester sourd aux demandes réitérées des élus sur le sujet.

Formation : La formation initiale des professeurs stagiaires devrait s'améliorer à la rentrée 2015 avec deux ans de retard sur celle des collègues de l'Éducation Nationale. Notre Ministre n'a pas fait preuve du même volontarisme que son collègue de l'EN pour revenir sur la formation des lauréats des concours avec un master en allégeant rapidement le service de ces collègues. Nous demandons le même droit à formation qu'à l'EN ! C'est un retard d'autant plus dommageable qu'il s'accompagne d'une formation continue des enseignants qui s'est considérablement dégradée au fil du temps. Nous demandons ici l'ouverture d'un groupe de travail pour revoir les modalités de formation continue des enseignants.

Les obligations de service : Le décret 2014-940 du 20 Août 2014 organise les services de nos collègues de l'Éducation Nationale à partir de la rentrée 2015. C'est un euphémisme de dire qu'il y a retard sur le dossier des obligations de service des enseignants de l'EAP. La réponse de la DGER qui nous a été faite lors de notre première demande de discussion sur le sujet et qui consiste à dire qu'il y aura transposition des mesures de l'Éducation Nationale n'est plus recevable. Des disciplines ne sont pas encadrées par un décret dans notre Ministère (ESC : Éducation Socio Culturelle, Doc : Documentation, TIM : Technologies Informatique et Multimédia). Nous considérons d'autant plus opportun cette redéfinition des services après l'épisode malheureux des professeurs documentalistes qui devraient renoncer aux indemnités prévues (3 HSA) alors qu'ils assurent le même travail que les autres enseignants lorsqu'ils sont conseillers pédagogiques.

Nous demandons donc solennellement ici qu'un groupe de travail se réunissent dès janvier 2015 pour clarifier les pratiques du comptage des heures.

Concours : La note de service ouvrant les concours internes des PCEA n'est pas parue contrairement à celle des PLPA. Apparemment, on attend la modification du décret pour le retour à un recrutement niveau licence en interne. Plus la parution de la note est retardée et moins les candidats disposent de temps pour préparer leur dossier. Notons aussi au passage que le nombre de postes offerts aux concours externes, internes et réservés pour 2015 est toujours plus faible pour les PCEA. (111 PCEA pour 119 PLPA).

3 : Le respect des collègues et de leurs élus.

Le non respect de certaines notes de service n'est pas acceptable et conduit à des tensions qui n'ont pas lieu d'exister, c'est d'autant moins compréhensible quand c'est sans incidence budgétaire (la meilleure illustration s'est produite lors des mutations de mars dernier lorsque la DGER s'est arc-boutée pour donner la priorité à une collègue stagiaire sur une collègue titulaire).

Nous ne comprenons pourquoi l'Administration tantôt propose une affectation provisoire et tantôt la refuse (sur un seul site au lieu de deux, sur un 100% au lieu d'un 50%).

De même, nous acceptons mal la remise en cause de la parole donnée. Lors du toilettage de la note de service organisant le mouvement des enseignants et des CPE(14 mai et 11 juin 2014), il avait été convenu que le travail des élus paritaires et de l'Administration serait porté à la connaissance du CTEA pour information. Suite à notre relance du 15 octobre, la réponse donnée début novembre parle d'un groupe de travail qui se réunirait après les élections du 4 décembre en configuration CTEA pour « partager les conclusions ». En dehors du fait que les délais ne permettent pas de réunir ce groupe si la parution de la note a lieu le 11 décembre comme cela a été annoncé, ce revirement traduit bien la versatilité des engagements pris et décrédibilise la parole de notre tutelle.

En conclusion. A l'exception notable de la formation initiale des enseignants qui devrait s'améliorer en septembre prochain, les années se suivent et se ressemblent. L'amélioration espérée n'est pas au rendez-vous !

Les reculs sur le dossier des retraites (recul de l'âge légal de départ et augmentation des cotisations), le point d'indice gelé depuis juillet 2010 renforcent le désarroi des collègues qui se sentent abandonnés par leur Ministère de tutelle.